

Préfecture de l'Indre
Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Service Santé et Protection Animales
et Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2016-240-DDCSPP du 14 juin 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Commune de Baraize Le Préfet de l'Indre Chevalier de l'Ordre National du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'étude de dangers du transporteur GRT Gaz en date du 27 mai 2014 ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, en date du 7 janvier 2016 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Indre le 7 mars 2016 :

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques,

en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Sur proposition de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1er:

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée (1) au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA: Dans les tableaux ci-dessous:

- PMS: Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la comnune : Baraize Code INSEE : 36 012

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL EXPLOITÉES PAR LE TRANSPORTEUR :

GRT GAZ Immeuble Bora 6 rue Raoul Nordling 92270 BOIS-COLOMBES

Ouvrage(s) traversant la commune

			PMS		Longueur		Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
Туре	Influence	Description	(bars)	DN	(en mètres)	Implantation	SUP 1	SUP 2	SUP 3
CA	traversant	DN500-1967-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	500	837,53	ENTERRE	195,00	5,00	5,00
CA	traversant	DN450-1959-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	450	817,45	ENTERRE	165,00	5,00	5,00
CA	traversant	DN400-1959-EGUZON- CHANTOME_CUZION (TRAVERSEE CREUSE 2)	67,7	400	9,16	ENTERRE	145,00	5,00	5,00
CA	traversant	DN400-1959-EGUZON- CHANTOME_CUZION (TRAVERSEE CREUSE 1)	67,7	400	14,51	ENTERRE	145,00	5,00	5,00

Ouvrage(s) ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

	Influence	Description	PMS (bars)	DN			Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
Туре			(Dars)		Implantation	SUP 1	SUP 2	SUP 3	
CA	impactant	DN500-1975-CUZION_ SAINT-PIERRE-LE-BOST	67,7	550	ENTERRE	220,00	5,00	5,00	
CA	impactent	DN500-1975-CUZION_ SAINT-PIERRE-LE-BOST	67,7	500	ENTERRE	195,00	5,00	5,00	
CA	Impactant	DN500-1967-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	550	ENTERRE	220,00	5,00	5,00	
CA	impactant	DN500-1967-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	500	ENTERRE	195,00	5,00	5,00	
CA	impactant	DN500-1967-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	450	ENTERRE	165,00	5,00	5,00	
CA	impactant	DN450-1959-ROUSSINES_ EGUZON-CHANTOME	67,7	450	ENTERRE	165,00	5,00	5,00	
CA	Impactant	DN450-1959-CUZION_ SAINT-PIERRE-LE-BOST	67,7	500	ENTERRE	195,00	5,00	5,00	
CA	impactant	DN400-1959-EGUZON- CHANTOME_CUZION (TRAVERSEE CREUSE 2)	67,7	450	ENTERRE	165,00	5,00	5,00	

	CA	impactent	DN400-1959-EGUZON- CHANTOME_CUZION (TRAVERSEE CREUSE 1)	67,7	450	ENTERRE	165,00	5,00	5,00	
--	----	-----------	---	------	-----	---------	--------	------	------	--

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

	Influence	Description			Distances S.U.P. (en mètres de part et d'autre de la canalisation)		
Туре					SUP 1	SUP 2	SUP 3
IA	impactant	EGUZON-CHANTOME	:		95,00*	6,00	6,00

^(*) NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Installations annexes situées sur la commune : Néant

Article 2:

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

<u>Servitude SUP3</u>, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement:

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3:

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le Maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4:

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5:

En application du R555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de l'Indre et adressé au Maire de la commune de Baraize.

Article 6:

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7:

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre, le Maire de la commune de Baraize ou, le cas échéant, le président de l'établissement public compétent, le Directeur Départemental des Territoires de l'Indre, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur de GRT Gaz.

Le Préfet de l'Indre Pour le Préfet, et par délégation, Le Secrétaire Général,

Nathalie VALLEIX

- (1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :
- la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre
- la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire
- la Mairie concernée et/ou l'établissement public compétent.